

# Synthèse régionale

## L'économie limousine continue de se dégrader

Nathalie Garrigues, Insee Limousin

Dans un contexte de ralentissement de l'économie nationale, la conjoncture limousine peine à se redresser. Les principaux indicateurs de l'économie régionale restent mal orientés.

### Nouvelle dégradation de l'emploi

En 2014, l'emploi salarié limousin dans les secteurs marchands s'inscrit à la baisse pour la quatrième année consécutive : -1,5 %, soit un repli trois fois plus important qu'au niveau national (-0,5 %) (figure 1). Avec 2 100 emplois perdus en un an, l'emploi limousin se contracte plus fortement qu'en 2013 (-1,0 %). Si cette dégradation concerne les trois départements de la région, les deux tiers des emplois détruits l'ont été en Haute-Vienne. Dans ce département, les secteurs les plus affectés sont ceux des services marchands et du commerce, habituellement moteurs de l'emploi régional. En Limousin, l'ensemble des secteurs d'activité perd des effectifs ; celui de la construction, particulièrement touché, concentre un tiers des pertes.

### 1 Évolution de l'emploi salarié



Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emplois

### Le taux de chômage et la demande d'emploi progressent

Dans ce contexte, le taux de chômage s'inscrit à la hausse dans les trois départements limousins comme en France

métropolitaine après un léger repli en 2013. Dans la région, il s'établit à 9,2 % de la population active fin 2014, soit une progression de 0,4 point en un an. Il reste cependant inférieur de 0,8 point au taux de chômage national.

La demande d'emploi continue sa progression, sur un rythme plus soutenu qu'en 2013 mais plus faiblement qu'au niveau national. Les plus de 50 ans et les demandeurs d'emploi de longue durée sont particulièrement affectés. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi se contracte de plus de 20 %, soit environ quatre fois plus fortement qu'en France métropolitaine. Néanmoins, dans la région, le recours au chômage partiel s'est réduit par rapport à 2013.

### La création d'entreprises se contracte

En 2014, la création d'entreprises se replie de nouveau. Alors qu'elles progressent au niveau national, les immatriculations d'auto-entreprises fléchissent dans la région. La hausse des créations d'entreprises individuelles ne suffit pas à infléchir la tendance à la baisse de l'entreprenariat. La création d'entreprises s'oriente néanmoins à la hausse dans deux secteurs : celui des services aux particuliers et celui du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration. Ce dernier secteur est également celui qui enregistre le plus de procédures de redressement judiciaire. Pour autant, dans leur ensemble, les défaillances d'entreprises jugées au cours de l'année 2014 sont moins nombreuses qu'en 2013.

### Un contexte toujours dégradé dans la construction

La conjoncture reste particulièrement préoccupante dans la construction. Les mises en chantier de logements neufs opèrent un nouveau repli, plus marqué qu'au niveau national, atteignant des niveaux les plus bas depuis plus de vingt ans. Le secteur de l'entretien et de la rénovation résiste mieux mais demeure en

recul par rapport à 2013. L'activité se contracte également de façon importante dans la construction de locaux. La situation des entreprises du bâtiment ainsi que celle des entreprises de travaux publics font l'objet d'une inquiétude grandissante.

### Une conjoncture contrastée dans les transports

Dans les transports, quelques signes d'accalmie semblent apparaître. La demande d'emploi progresse encore, les effectifs salariés s'inscrivent de nouveau à la baisse et les volumes de marchandises transportés sont en repli. Cependant, la création d'entreprises enregistre une nouvelle progression, les offres d'emplois repartent à la hausse et l'intérim enregistre une nette reprise.

### Les cours des principales productions agricoles limousines se replient

L'agriculture a bénéficié de conditions météorologiques favorables en 2014. Les bons niveaux de productions d'herbe et de céréales ont permis de limiter les achats d'aliments. De plus, le prix des intrants (aliments, énergie, engrais...) s'est replié. Ces éléments ne seraient cependant pas suffisants pour compenser la contraction de la valeur des principales productions agricoles dont les cours sont globalement orientés à la baisse.

### Pas d'embellie dans les hôtels et campings

Dans les hôtels comme dans les campings de la région, l'activité a été moins favorable qu'au niveau national en 2014. Le repli de la clientèle d'affaires a pesé sur la fréquentation dans les hôtels qui s'inscrit une nouvelle fois à la baisse. Dans les campings, la météo maussade des mois de juillet et août a certainement contribué au raccourcissement de la durée des séjours sur emplacements nus. La fréquentation s'oriente globalement à la baisse. ■

# Contexte national

## En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

### Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

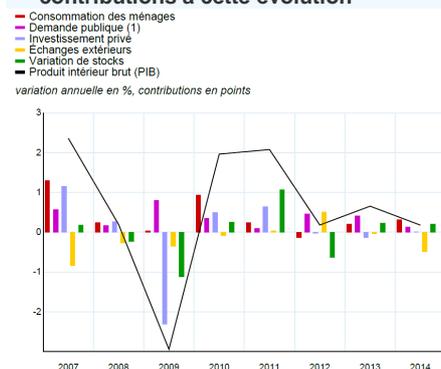
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

### L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013.

#### 1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

#### 2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépense des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013),

en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-0,7 % après +0,5 %).

### Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

### L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

#### Avertissement

Dans le cadre national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadre national et le reste du Bilan économique régional.